

# La BNS endoctrine vos enfants

OPINION



DANIEL CURNIER

DR EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT, UNIL

## **On peut s'interroger sur la légitimité qu'à une banque centrale à produire des ressources d'enseignement**

Suisse, c'est que la population n'y est pas aussi productive, en raison du déficit de démocratie, de la corruption, des dirigeants kleptocrates et de la faiblesse des institutions. Pas un mot sur le passé colonial et la structure asymétrique du commerce international (sans parler de la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux). Au contraire, la population des «pays en voie de développement» répond à une vision néocoloniale et paternaliste la présentant comme désengagée, ignarde et aliénée par «l'effet de démonstration», qui expliquerait notamment les «sommées dépensées pour certains rituels comme les enterrements ou les mariages».

A la lumière de l'urgence environnementale, certains passages sont d'un anachronisme affligeant. Grâce à la croissance des dernières décennies, «nombreux sont aujourd'hui les Suisses qui dégustent un steak tous les jours». Quant aux technologies de pointe, elles permettent «d'exploiter de manière

productive» les matières premières: «plus le progrès technologique s'accélère, plus la performance économique gonfle et plus la croissance est dopée». Il suffit dès lors d'investir massivement dans le développement de techniques «accroissant la productivité», de protéger ces investissements par des brevets et de favoriser la concurrence qui «oblige les entreprises à faire preuve d'efficacité et d'esprit novateur» et «stimule la production de la plus grande quantité possible de marchandises et de services avec les ressources existantes». Tout un programme, alors que les bioéconomistes ont démontré dès la fin des années 1960 l'incompatibilité d'une croissance illimitée sur une planète finie.

On peut premièrement s'interroger sur la légitimité qu'à une banque centrale à produire des ressources d'enseignement, alors que la Suisse dispose d'économistes dans les universités, de didacticien.ne.s dans les hautes écoles pédagogiques et de praticien.ne.s expérimenté.e.s sur le terrain. On peut ensuite questionner s'il est pertinent que des fonds publics soient dépensés pour promouvoir une vision de l'économie corsetée par le formalisme mathématique, obsédée par l'illusion de la rationalité des choix individuels et limitée par le réductionnisme mécaniste.

On peut finalement se demander à quoi pourrait ressembler un enseignement de l'économie tourné vers l'émancipation des futur.e.s citoyen.ne.s. Un apprentissage critique inclurait une analyse des limites des théories économiques néo-classiques et une ouverture vers d'autres écoles de pensée (comme le fait l'Université de Zurich), dont l'économie écologique, afin de permettre aux étudiant.e.s de se construire une vision d'ensemble, des outils d'analyse et une opinion raisonnée. C'est alors seulement que nous nous rapprocherons d'un enseignement «équilibré» et «diversifié». ■

En 2007, la Banque nationale suisse (BNS) lançait *Iconomix*, un programme de formation et des ressources didactiques largement utilisées dans toute la Suisse par les enseignant.e.s d'économie du post-obligatoire. La lecture de ces ressources révèle des biais idéologiques pour le moins inquiétants. Pour rappel, la BNS est une société anonyme sous contrôle de la Confédération dont le mandat est de «mener la politique monétaire suisse dans l'intérêt général du pays». En finançant *Iconomix*, son intention déclarée est de «renforcer l'éducation économique de base ainsi que la compréhension des mécanismes économiques au sein de la population suisse», sans associer «d'intérêt commercial ou politique à son offre». Or la charte d'*Iconomix* contient une contradiction fondamentale: si la BNS déclare proposer un contenu «équilibré, diversifié et idéologiquement neutre», elle s'appuie pour cela sur le «state of the art» en matière de manuels de «mainstream economics». Tout comme la politique monétaire de la BNS n'est pas neutre, ses ressources transmettent une vision de l'économie réduite aux théories économiques néo-classiques et soutiennent le projet politique productiviste.

Le dossier «Croissance et développement» est particulièrement choquant. Les postulats implicites y sont légion. La croissance illimitée du PIB y est présentée comme une nécessité absolue. Ce serait le moteur du bonheur et la seule méthode de calcul du bien-être «qui soit suffisamment au point». La redistribution des richesses, nécessaire pour éviter les conflits, ne pourrait se faire qu'à condition que «le gâteau s'agrandisse, [...] seul moyen dont dispose une société prise comme un tout pour accroître la consommation durablement». Pour agrandir le gâteau, les solutions proposées sont: travailler plus, plus longtemps et augmenter la productivité du travail.

Si certains pays ne vont pas «aussi bien» que les pays riches comme la